La guerre civile en Espagne

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Il est reparti ensuite pour Saint-Esteban et Bilbao où il passera la nuit. Il se rendra samedi à Burgos, où il sera reçu par le général Jordana à 17 heures.

Au cours de son séjour à Burgos, M. Léon Bérard aura des conversations avec les autorités nationalistes, notamment sur la solution à donner d'urgence aux problèmes posés avec une acuité particulière par le rapatriement des réfugiés catalans et le sort des prisonniers politiques, ainsi que par l'avance des troupes nationalistes vers la frontière des Pyrénées.

Quant à la question de la représentation officielle de la France à Burgos, elle ne sera réglée qu'ultérieurement et après délibérations du gouvernement.

Les avant-gardes nationalistes sont à 20 kilomètres de Gérone

Burgos, 3 février. — L'avance nationaliste continue dans tous les secteurs catalans. La rapide progression atteinte vendredi par les avant-gardes rend les communications difficiles entre ces dernières et le gros de l'armée. Les nationalistes sont arrivés à la hauteur de Santa-Coldma-de-Farnes, mettant ainsi leurs postes avancés à 20 kilomètres de Gérone.

Pius à l'est, ils sont entrés à Llagostera. Au nord de Vich, ils ont atteint la rivière Ter.

La vie normale reprend à Barcelone

Burgos, 3 février. — Radio Nacional d'Espagne annonce que l'activité reprend avec rapidité à Barcelone. Le matériel fonctionnant et le courant électrique est fourni régulièrement, ce qui a permis la reprise en marche de nombreuses usines.

Deux bateaux chargés de vivres, venant d'Italie, sont arrivés à Barcelone.

Le procureur général de la République et le président du conseil de guerre maritime de Barcelone ont été arrêtés par les nationalistes

Barcelone, 3 février. — Deux arrestations importantes viennent d'être effectuées à Barcelone. Celle de M. Eloi, procureur général de la République, rendu directement responsable de toutes les exécutions qui ont eu lieu en Espagne républicaine, et celle du commandant Frederico Berenguer, président du conseil de guerre maritime, qui devra répondre spécialement de l'exécution de 12 officiers de marine faits prisonniers au début de la guerre civile.

L'importance du matériel capturé à Barcelone est considérable

Barcelone, 3 février. — On estime que la valeur qualitative et quantitative du matériel de guerre capturé par les troupes nationalistes à Barcelone, représente plus du double du total des prises effectuées depuis juillet 1936 sur les divers fronts.

Six bombardements font 150 morts et 200 blessés à Figueras

Figueras, 3 février. — (D'un envoyé spécial de l'Agence Havas) : « Villavieja subit vendredi six bombardements extrêmement violents. On compte environ 150 morts et plus de 200 blessés.

Les bombes sont tombées, à la fois, sur le centre de l'agglomération et sur les faubourgs.

Une bombe est tombée sur la maison de l'agent consulaire de France, où est installée actuellement la représentation de l'ambassade de France.

D'autre part, l'aviation nationaliste a effectué seize bombardements intenses sur la ville de Gérone. On ne connaît pas encore le nombre des victimes.

Une note officielle de Salamanque accuse formellement les gouvernements d'avoir reconstitué les brigades internationales

Salamanque, 3 février. — Le grand quartier général publie la note officielle suivante :

« Le 21 septembre de l'année dernière, le gouvernement rouge, en vue d'une propagande de grand style, a exprimé devant la Société des Nations son intention de retirer les volontaires internationaux qui luttaient dans ses armées.

« Ce bluff » a constitué une propagande pour les partis extrémistes du monde entier sous les ordres de Moscou. Des semaines, des mois ont passé. Les opérations préliminaires pour le retrait de ces volontaires ont été laborieuses et lentes, puis la commission de la S.D.N. est intervenue et a parcouru la zone catalane. Elle a ensuite certifié que tous les volontaires étrangers des brigades internationales de cette région avaient été retirés de l'armée rouge.

« Cette commission est passée dans la zone du sud et a émis la même affirmation.

« Ces mois-ci, peu à peu, environ 4.000 hommes, en majeure partie malades et blessés, sont sortis par la frontière française. Chaque groupe qui sortait a été pris à la frontière par les partis antinationalistes, et promette à l'étranger afin d'obtenir, par cette propagande fautive, une plus grande certitude en faveur des comités de Barcelone. Mais, par l'avance irrésistible de nos troupes en Catalogne, les soldats nationaux ont démasqué la tromperie car les brigades internationales réapparaissent.

« Les brigades 1, 13 et 15 se sont de nouveau organisées avec des étrangers au cours de la dernière année de janvier. Tous les récents documents qui s'y réfèrent, et dans lesquels on fait ressortir l'intervention des sans-patrie Marty et Luigi Gallo, d'accord avec le général Vicente Rojo, sont en notre pouvoir. Nos agents, dans leurs communications officielles du 30 et 31 janvier, le nient ; mais, en dehors de cette documentation nous avons encore d'autres éléments, tels que les premiers étrangers de diverses provenances, appartenant à ces brigades et qui, dans les dernières batailles, sont tombés entre nos mains.

« Cela répond aux campagnes calomnieuses soutenues par les rouges pen-

Une déclaration gouvernementale

Figueras, 3 février. — Un journaliste a pu s'entretenir avec M. Pietro Nenni, qui fut un des dirigeants les plus actifs des brigades internationales. Interrogé sur une rentrée en ligne de brigades internationales, M. Nenni a démenti cette nouvelle.

« Environ 4.000 soldats des brigades internationales, a dit celui-ci, se trouvaient dans la région de Gérone, attendant qu'il fût statué sur leur sort. La plupart appartenant à des pays qui leur avaient refusé l'entrée. La grande majorité des combattants des brigades internationales attendent donc le résultat des négociations qui se poursuivent entre les autorités compétentes pour que leur départ soit assuré.

« Il est vrai, qu'il s'agit purement personnel, plusieurs autres combattants ont offert leurs services au gouvernement espagnol au moment de la retraite.

« Je dois ajouter qu'ils constituent une minorité.

« Il est vrai aussi que certains éléments des brigades internationales ont collaboré au travail de police, destiné à la récupération des éléments qui avaient abandonné le front pendant les jours qui ont suivi la retraite.

Plus de soixante mille réfugiés ont été évacués des Pyrénées-Orientales

Paris, 3 février. — D'après un correspondant du Temps, la préfecture des Pyrénées-Orientales a déclaré que le total officiel des émigrés dirigés sur les divers départements français, atteignait, le 1^{er} février à minuit, le nombre de 61.158.

D'importantes mesures de police ont été décidées à Perpignan afin de débarrasser la ville d'individus suspects qui y séjourneraient, porteurs de revolvers et d'importantes sommes d'argent, dont ils ne peuvent pas indiquer la provenance.

Des œuvres d'art vont être mises à l'abri en France

Perpignan, 3 février. — Plusieurs canons chargés de tableaux de maîtres, d'œuvres d'art, de pièces d'orfèvrerie constituant les témoignages les plus précieux de l'art espagnol, attendent, en zone républicaine, sous la garde d'une importante escorte militaire, le moment de passer en France par le Perthus ; il s'agit des pièces les plus rares des divers musées espagnols ; notamment de celui de Barcelone.

C'est sous l'égide de la Société des Nations que s'effectuera l'évacuation de ces canons. A la fin de la guerre, ces œuvres d'art seront restituées au gouvernement espagnol existant.

Une « interview » de M. Largo Caballero

Toulouse, 3 février. — L'envoyé spécial de « La Dépêche de Toulouse » rapporte en ces termes une conversation qu'il a eue avec M. Largo Caballero, ancien président du Conseil espagnol, actuellement en résidence à Prats-de-Mollo (France) :

« Etes-vous content de ce que fait la France ? lui a demandé notre confrère. Voulez-vous que je dise au moins que vous la remerciez, vous et tous ceux qui vous suivent dans votre retraite ?

« La question était courtoise. Mais l'ancien président du Conseil se contenta de me lancer ces mots vraiment audacieux au moment où les Espagnols sont reçus avec tant de sollicitude sur le sol français :

« Oh ! vous savez, remerciez la France ? Pourquoi donc ? Je la remercie plutôt si avec ses canons et avec son blé, elle avait consenti.

« J'ai coupé court à l'entretien et j'ai failli perdre patience... »

La commission administrative du parti socialiste est divisée sur le problème espagnol

Un appel « au peuple de France » a été adopté que par 17 voix contre 14.

Des députés français accompagnés de Mgr Harscouet évêque de Chartres vont faire un voyage en Espagne franquiste

Paris, 3 février. — Un groupe de députés, composé du chanoine Polmann, député de la Meuse, de MM. Xavier Vallat, député de l'Ardèche ; de la Ferronnay, député de la Loire-Inférieure ; de Coral, député des Basses-Pyrénées, membres de la Fédération républicaine ; Devaud, député de Constantine, membre du Parti socialiste français ; Badie, député radical-socialiste de l'Hérault, auxquels se joindrait Mgr Harscouet, évêque de Chartres, se propose de partir lundi pour l'Espagne, où ils vont faire, à titre privé, un voyage d'information.

Il se rendront d'abord en Catalogne, notamment à Barcelone où ils prendront contact avec diverses personnalités civiles et ecclésiastiques.

Le séjour de M. Léon Degrelle en Espagne

Burgos, 3 février. — M. Léon Degrelle, chef du Parti rexiste belge, est arrivé à Burgos. Après un court séjour dans

A la Chambre, M. Marchandeu s'élève contre tout projet d'amnistie générale

« La grâce amnistiant, dit-il, le gouvernement l'accordera très généreusement, mais la clémence n'est pas la faiblesse. »

Paris, 3 février. — La séance de la Chambre s'ouvre vendredi à 9 h. 35, sous la présidence de M. Edouard Herriot.

Au banc du gouvernement on remarque M. Marchandeu, ministre de la Justice.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des propositions de loi accordant l'amnistie aux fonctionnaires agents de l'Etat et ouvriers pour faits de grève.

M. Albert Faullin (Puy-de-Dôme), socialiste, proteste contre les sanctions qui ont frappé un certain nombre d'ouvriers de la région clermontoise.

Il déclare qu'on a voulu atteindre dans ces hommes les secrétaires d'organisations syndicales ; qu'il prétend que le gouvernement a fait un mauvais usage de la classe ouvrière et n'a donc rien fait pour prévenir la grève.

M. Albert Faullin demande qu'on vote le texte d'amnistie de la commission, dans un but de justice et d'apaisement. (Appel. Soc. et comm.)

M. Arnol, socialiste (Isère) demande le vote du texte d'amnistie totale de M. Gouin et condamne l'idée d'une grâce amnistiant.

M. Lapeyre (Meurthe-et-Moselle) demande le vote du texte de la commission, ainsi que M. Bamadier (Aveyron), M. Monmousseau, communiste (Seine), reproche au gouvernement et au patronat d'avoir licencié plus de 20.000 travailleurs depuis quelques mois, prétend-il. Il estime que M. Marchandeu qui, comme ministre des Finances, a souligné l'injustice de certains décrets-lois, doit faire preuve d'indulgence comme ministre de la Justice.

M. Marchandeu. — Si j'avais critiqué certains actes du gouvernement, je ne serais plus au pouvoir aujourd'hui.

M. Monmousseau estime que le gouvernement ne peut refuser l'amnistie pour lui substituer une parole de justice, la grâce amnistiant.

La séance est levée à 11 h. 55.

La Chambre proclame l'intangibilité de l'Empire

Elle est reprise à 15 h. 05, sous la présidence de M. Edouard Herriot.

La Chambre adopte sans débat la proposition de résolution de M. Auguste Brunet et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de proclamer l'intangibilité du territoire de l'empire et ainsi conclure :

« La Chambre des députés déclare solennellement que le même titre que la France continentale toutes les parties de l'empire sont placées sous la sauvegarde de la patrie avec les populations qu'abrite son drapeau. Que la souveraineté de la France est indivisible et qu'elle ne saurait être ni transmise, ni déléguée, ni partagée.

Puis, on revient à la discussion des propositions de loi accordant l'amnistie pour faits et délits de grève.

M. Langumier (Paris) communiste, espère que le gouvernement ne s'opposera pas au vote de l'amnistie.

La grâce amnistiant doit suffire, estime M. Bequart.

M. Bequart (Nord), de la Fédération républicaine, attire l'attention de la Chambre sur le danger que présente la proposition d'amnistie de M. Gouin. Il y a, dit-il, une limite où le pardon peut léser la justice. En effet, les fonctionnaires et les ouvriers qui, répondant à l'appel du gouvernement n'ont pas fait grève, ne doivent pas être confondus avec ceux qui ont signé des contrats qui les ont obligés à la grève amnistiant. La grâce amnistiant suffira à les effacer.

Ensuite, MM. Mabrat (socialiste), Dubois (socialiste) demandent au gouvernement de faire « œuvre de justice ».

C'est l'ordre républicain qui est remis en cause par une proposition prématurée d'amnistie

M. Marchandeu. — Le gouvernement repousse la proposition d'amnistie totale. Par contre, il accepte le contre-projet Perrein donnant au gouvernement le pouvoir d'accroître la grâce amnistiant. C'est l'ordre républicain qui est remis en cause par une proposition prématurée d'amnistie.

M. Marchandeu, souvent interrompu par M. Ramette et ses collègues communistes, vient de visiter le front de Madrid puis celui de Catalogne.

L'arrivée de réfugiés dans la région

Cinq cents réfugiés espagnols femmes, enfants et vieillards arrivés vendredi matin, à 4 h., à Berck-Plage.

Des réfugiés espagnols, au nombre de 1.300 venant de Cerbère, sont arrivés vendredi matin, à 9 h., par train spécial en gare de Laon.

Une collation leur a été servie dans le hall de la petite vitesse.

Au cours de la matinée, 200 d'entre eux ont été emmenés en autocars au château de Chambéry, où ils ont été hébergés ; 300 autres ont été dirigés sur Hirson ; 400 sur Saint-Quentin et 400 sur Soissons.

Un appel de la Croix-Rouge française

On nous prie d'adresser, qui, depuis les derniers événements, se doivent sans cesse à la frontière espagnole, a fondé à Paris un bureau spécial où sont recueillies et distribuées les dons destinés aux évacués malthéus (femmes et enfants).

Les Comités de la Croix-Rouge du Nord se tiennent à la disposition des personnes charitables qui voudraient faire parvenir des secours en argent.

Il y a : S.B.E.M., 11, terrasse Sainte-Catherine ; U.F.P., 248, boulevard Victor-Rouge ; Roubaix : S.B.E.M., 3 bis, rue du Château ; U.F.P., 9, rue d'Alsace ; Valenciennes : S.B.E.M., 67, rue du Vieux-Marché.

Trois pour cent seulement de grévistes ont été licenciés

Il ne faut pas oublier, poursuit le ministre, que sur 10 millions et demi de travailleurs, 778.000 seulement ont fait grève, sur lesquels 3 % seulement ont été licenciés, c'est-à-dire en réalité deux pour mille.

Enfin, M. Marchandeu oppose la proposition de grâce amnistiant au projet d'amnistie et prouve que le gouvernement a donné des indications à ceux qui l'on s'en tiennent aux faits graves. C'est ainsi, dit-il, qu'actuellement nous avons en prison pour les faits visés par l'amnistie et pour l'ensemble de tout le territoire, 94 délinquants pour une population de plus de dix millions de travailleurs.

Le ministre rappelle que l'ordre de grève des usines Renault a été lancé le jour où M. Chamberlain arrivait à Paris ; ce ne fut pas un fait du hasard.

Les violences exercées par les meneurs

Il souligne que pour mettre un terme au régime de terreur qu'une infime minorité faisait peser sur la masse des travailleurs, il est nécessaire que les auteurs de ces faits ne reprennent pas force et courage du fait d'une faiblesse.

Il rappelle alors les précédents adoptés par des grévistes à l'égard de non-grévistes. Des ouvriers, s'ils ne voulaient pas payer d'amendes, étaient roués de coups ; un ouvrier attaqué par des grévistes eut le crâne ouvert ; quelques jours après, un autre qui avait aussi travaillé fut assassiné ; des ouvriers furent frappés ainsi que des femmes enceintes, etc. Il serait donc inadmissible qu'un lendemain du jour où il a été commis, ces actes fussent amnisties.

La grâce amnistiant, le gouvernement l'accordera très généreusement, mais la clémence n'est pas la faiblesse. Chacun doit prendre conscience de ses grands devoirs au moment de voter.

M. Sirel (socialiste) estime que le contre-projet de grâce amnistiant de M. Emile Perrein est le néant et ne pourra satisfaire la classe ouvrière.

La discussion générale est close. La Chambre vote le passage à la discussion des articles. La suite de la discussion est renvoyée à mardi matin à 9 h. 30.

La séance est levée à 19 h. 10.

De nouveaux actes terroristes à Londres

Londres, 3 février. — Vendredi, vers 6 heures, deux explosions causées par des bombes, se sont produites à quelques minutes d'intervalle dans des stations du « tube » (métropolitain) de Londres : l'une à la station de Tottenham Court Road, où un employé a été blessé, l'autre à la station de Leicester Square.

Les deux explosions se sont produites à la consigne des bagages.

A la station de Leicester Square on a découvert des débris de la valise dans laquelle était enfermée la bombe. Il s'agissait d'une valise de couleur bleue en cuir artificiel. Ces débris ont été immédiatement envoyés au laboratoire de la police à Hendon.

A Tottenham Court Road, les effets de l'explosion ont été assez considérables et bien que les trains puissent continuer de circuler dans les tunnels qui sont creusés à une grande profondeur, la station elle-même a été fermée.

La comme à Leicester Square, les magasins des environs de la station ont vu leurs vitres brisées et la station ont vu leurs vitres brisées et la station ont vu leurs vitres brisées.

Dans cette dernière station, un garçon laitier, faisant sa livraison dans la gare et plusieurs autres personnes ont été blessés.

Deux femmes occupant un appartement dans un immeuble situé face à la gare du métro de Tottenham, ont déclaré avoir vu, immédiatement après l'explosion, un jeune homme, dont elles ont donné le signalement à la police, sortir de la station en courant. On enquête. Des agents de police vont garder toutes les grandes stations de métro.

« Les autorités de Scotland Yard », dit la « Press Association », sont convaincues que ces explosions sont de nouveau l'œuvre de personnes qui sympathisent avec les membres de l'armée républicaine irlandaise.

Le « London Passenger Transport Board » annonce officiellement que des instructions ont été données pour que toutes les salles de consigne de bagages des stations de métro soient immédiatement examinées et qu'aucune valise ou malle ne soit laissée à moins que le propriétaire de l'article en question n'ouvre ses bagages préalablement.

Durant tout l'après-midi de vendredi, des agents ont procédé à l'inspection de toutes les valises déposées dans les consignes des gares de métro.

M. Wladimir d'Ormesson devient président des publicistes chrétiens

M. Georges Goyau, trop absorbé par ses fonctions de secrétaire perpétuel de l'Académie française, a donné sa démission de président de la corporation des publicistes chrétiens et le conseil de la corporation a appelé pour lui succéder M. Wladimir d'Ormesson.

Les déclarations de M. Roosevelt

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le président a défendu la règle du secret des conversations avec les membres du congrès, car, la vérité, aboutirait à révéler certaines informations basées sur des renseignements confidentiels, ce qui serait contraire aux intérêts du pays.

Enfin, interrogé sur les ventes d'avions américains à l'étranger, il a rappelé que celles-ci seraient faites au comptant.

D'autre part, de source officielle, on déclare que l'expression « message délié », employée par M. Roosevelt, s'applique uniquement à la phrase qui lui avait été attribuée selon laquelle il aurait dit que « les frontières des Etats-Unis sont en France », ou, selon une autre version, « sur le Rhin ».

Les mêmes autorités affirment que les déclarations faites par le Président vendredi matin, ne signifient aucunement qu'il y ait quelque chose de changé dans la politique extérieure américaine, clairement définie par M. Roosevelt, par son message au Congrès, le 5 janvier.

En ce qui concerne l'aide que les démocrates voudraient donner aux Etats-Unis, particulièrement dans des achats d'avions, le Président a expliqué sans ambiguïté, sa position au cours de deux conférences de presse récentes.

L'impression générale est que certains sénateurs présents mercredi à la réunion secrète de la Commission sénatoriale de l'armée, au cours de laquelle M. Roosevelt a pris la parole, sous le coup de l'émotion provoquée par la déclaration faite par M. Roosevelt, ont voulu rendre la pensée du Premier citoyen des Etats-Unis de façon frappante en paraphrasant les paroles historiques prononcées il y a quelque temps par M. Baldwin. M. Roosevelt, en donnant, vendredi matin, son démenti, aurait voulu, assurément, de source autorisée, se dissocier complètement, vis-à-vis de l'Europe et de l'opinion américaine, de implications politiques que la phrase de M. Baldwin contenait pour l'Angleterre.

Nous en avons vu la Commission militaire du Sénat s'est ajournée après une réunion qui s'est prolongée pendant une heure, sans être arrivée à arrêter une décision quant à l'opportunité de rendre publiques les déclarations faites pendant les séances secrètes, au cours desquelles il a été traité des ventes d'avions américains à l'étranger.

Quatre motions ont été présentées, dont une demandant le maintien du secret.

Aucune des propositions n'ayant réuni la majorité, la Commission a décidé de s'ajourner « sine die ».

Washington, 3 février. — Les déclarations faites par M. Roosevelt à la Conférence de presse contre certains journaux et certains sénateurs et représentants, ont accentué le mécontentement déjà manifesté par l'opposition. Celle-ci y a trouvé de nouveaux arguments en faveur d'une discussion extérieure. Certains sénateurs s'apprêtent à demander, lundi, que le président publie le compte rendu sténographique de la conférence secrète tenue à la Chambre des députés, afin de pouvoir discuter plus librement ce qu'ils considèrent comme une accusation injuste portée contre eux.

LES ATTAQUES ITALIENNES

Rome, 3 février. — Les milieux fascistes et la presse affichent la plus vive indignation contre le président Roosevelt, qui est présenté à l'opinion italienne comme « l'ennemi public n° 1 de la paix ».

Le « Popolo d'Italia », journal de M. Mussolini, a particulièrement violemment attaqué l'homme d'Etat américain.

« L'opinion mondiale », écrit-il, se trouve moins en présence d'un cas d'hystérie que d'un cas d'alléation, qui n'aurait rien d'extraordinaire si la Maison Blanche était une simple maison de santé et s'il y avait des infirmiers au lieu de Juifs et de gangsters, qui veulent provoquer la guerre ».

La France n'est pas oubliée dans ce concert d'invectives à l'adresse du président Roosevelt.

« La France ne se tient plus de joie, déclare toujours le « Popolo d'Italia », mais elle se fait des illusions encore une fois et elle ne tardera pas à se rendre compte que ces illusions sont les plus coûteuses qu'elle ait jamais eues, car si, en dépit de ses efforts déployés par les Etats-Unis pour assurer une paix équitable en Europe — efforts que le Premier ministre britannique a honnêtement reconnus lui-même — la guerre prévue par Roosevelt devait éclater, les Etats-Unis n'auraient même pas le temps de dire « ouf » que leur frontière en France serait brisée ».

Notons que cette levée de boucliers est consécutive aux déclarations attribuées à M. Roosevelt et que celui-ci a démenties vendredi.

Une demande d'explication de l'ambassadeur des Etats-Unis

Rome, 3 février. — M. William Phillips, ambassadeur des Etats-Unis, a fait remettre au Palais Chigi une note attirant l'attention du ministère italien des Affaires étrangères sur l'attitude de la presse fasciste à l'égard de la personne du Président des Etats-Unis.

La note demande, en outre, des explications sur cette attitude.

LOTTERIE NATIONALE DERNIERE HEURE

Tirage de la 1^{re} tranche

Le numéro 1.315.257 gagne 5 MILLIONS de francs

Les numéros suivants gagnent chacun UN MILLION

1.268.577 — 0.009.132
1.303.063 — 0.529.549

Les numéros suivants gagnent chacun 500.000 francs :

0.074.656 — 1.048.748
0.935.236 — 0.617.557
0.140.960 — 0.317.463

Les billets se terminant par :

25.552 gagnent chacun 100.000 francs
83.132 — 80.000 francs
79.373 — 80.000 francs
50.432 — 50.000 francs
38.832 — 50.000 francs
3.857 — 20.000 francs
8.131 — 20.000 francs
9.815 — 20.000 francs
6.239 — 20.000 francs
337 — 10.000 francs
159 — 5.000 francs
19 — 1.000 francs
54 — 220 francs
33 — 220 francs
7 — 110 francs

Les instituteurs qui ont participé à la grève du 30 novembre ne bénéficieront pas de l'avancement au choix

Nice, 3 février. — Le Conseil de l'Enseignement primaire des Alpes-Maritimes avait admis, il y a quelque temps, la liste de promotions au choix présentée par l'inspection académique du département.

Sur les recommandations du ministère de l'Education nationale, il vient de reconsidérer la question.

Sur les cent instituteurs des Alpes-Maritimes qui avaient obtenu l'ordre de grève politique lancé par M. Léon Jouhaux, une vingtaine étaient proposés au choix. Ils ont été rayés de la liste et remplacés par des instituteurs qui avaient fait leur devoir le 30 novembre.

Deux importantes mesures d'ordre militaire sont adoptées par la Suisse

Berne, 3 février. — Le Conseil national et le Conseil des Etats (Chambre et Sénat), ont adopté, vendredi matin, deux importantes mesures d'ordre militaire édictées par le Conseil fédéral (Gouvernement).

Le premier est l'arrêt augmentant la durée des cours d'instruction des jeunes soldats ou écoles de recrues, durées qui, de trois mois, est portée respectivement à cent seize jours pour l'infanterie et à cent trente jours pour la cavalerie.

Le second arrêt est celui qui autorise, en 1939, le Conseil fédéral à appeler à tout moment des unités à effectuer complètement et à les garder sous les drapeaux aussi longtemps que l'exigeront les circonstances. Cet arrêté sur les effectifs complets met le gouvernement à même de procéder, le cas échéant, à des mesures d'urgence constituant le moyen terme entre les appels ordinaires et la mobilisation.

Un pont va être jeté sur le Danube entre la Roumanie et la Bulgarie

Bucarest, 3 février. — Le projet de pont sur le Danube, entre la Roumanie et la Bulgarie, va entrer dans la voie de la réalisation. Bucarest et Sofia se seraient ralliés au plan polonais qui prévoit la construction de ce pont dans la partie du fleuve comprise entre Galatz (Roumanie) et Rusev (Bulgarie). La dépense est évaluée à 20 millions de francs-or.

Dix pompiers trouvent la mort au cours d'un incendie aux Etats-Unis

New-York, 3 février. — Les murs d'un immeuble commercial de Syracuse ont un très très violent incendie s'était déclaré, se sont écroulés. Dix pompiers ont été ensevelis sous les débris et trois autres blessés, dont un grièvement.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS

LIYERPOOL, 3 février.
Importations : 4.953 balles ; American : inchangé ; Egyptian : inchangé ; Egyptian makkidien, hausse ; 3 ; upper, hausse ; 1 ; sim, hausse 1.

Terme	Préc.	Jour	Préc.	Jour
Disponible	8,63	8,59	8,99	9,04
Février	8,55	8,59	8,37	8,42
Mars	8,55	8,59	8,24	8,29
Avril	8,21	8,27	8,10	8,15
Mai	7,95	7,95	7,95	8,00
Juillet	7,88	7,88	7,81	7,86
Septembre	7,82	7,82	7,82	7,88
Octobre	7,82	7,82	7,82	7,88
Novembre	7,82	7,82	7,82	7,88
December	7,82	7,82	7,82	7,88
Janvier	7,82	7,82	7,82	7,88
Mars	7,82	7,82	7,82	7,88
Mai	7,82	7,82	7,82	7,88
July	7,82	7,82	7,82	7,88
Septembre	7,82	7,82	7,82	7,88
Novembre	7,82	7,82	7,82	7,88
December	7,82	7,82	7,82	7,88

Disponibles : 8,63 ; 8,59 ; 8,99 ; 9,04
Février : 8,55 ; 8,59 ; 8,37 ; 8,42
Mars : 8,55 ; 8,59 ; 8,24 ; 8,29
Avril : 8,21 ; 8,27 ; 8,10 ; 8,15
Mai : 7,95 ; 7,95 ; 7,95 ; 8,00
Juillet : 7,88 ; 7,88 ; 7,81 ; 7,86
Septembre : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
Octobre : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
Novembre : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
December : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
Janvier : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
Mars : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
Mai : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
July : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
Septembre : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
Novembre : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88
December : 7,82 ; 7,82 ; 7,82 ; 7,88

Importations : 4.953 balles ; American : inchangé ; Egyptian : inchangé ; Egyptian makkidien, hausse ; 3 ; upper, hausse ; 1 ; sim, hausse 1.

« La France ne se tient plus de joie, déclare toujours le « Popolo d'Italia », mais elle se fait des illusions encore une fois et elle ne tardera pas à se rendre compte que ces illusions sont les plus coûteuses qu'elle ait jamais eues, car si, en dépit de ses efforts déployés par les Etats-Unis pour assurer une paix équitable en Europe — efforts que le Premier ministre britannique a honnêtement reconnus lui-même — la guerre prévue par Roosevelt devait éclater, les Etats-Unis n'auraient même pas le temps de dire « ouf » que leur frontière en France serait brisée ».

Notons que cette levée de boucliers est consécutive aux déclarations attribuées à M. Roosevelt et que celui-ci a démenties vendredi.

« La France ne se tient plus de joie, déclare toujours le « Popolo d'Italia », mais elle se fait des illusions encore une fois et elle ne tardera pas à se rendre compte que ces illusions sont les plus coûteuses qu'elle ait jamais eues, car si, en dépit de ses efforts déployés par les Etats-Unis pour assurer une paix équitable en Europe — efforts que le Premier ministre britannique a honnêtement reconnus lui-même — la guerre prévue par Roosevelt devait éclater, les Etats-Unis n'auraient même pas le temps de dire « ouf » que leur frontière en France serait brisée ».

Notons que cette levée de boucliers est consécutive aux déclarations attribuées à M. Roosevelt et que celui-ci a démenties vendredi.

« La France ne se tient plus de joie,